

La Russie soviétique et la S.d.N.

Christian Rakovsky

Source : « L'Humanité », mardi 10 novembre 1925, p. 3. Notes MIA.

Londres, 9 novembre. Interviewé par un rédacteur de « l'Observer » notre camarade Racovsky a donné quelques nouvelles précisions sur l'attitude de l'Union des Soviets à l'égard de la Société des Nations ¹ :

« Mon gouvernement n'a pas encore discuté notre entrée dans la Société des Nations et notre point de vue reste par conséquent identique à celui exprimé par Tchitchérine au cours d'une interview récente ². Mais il faut que l'on nous comprenne et que l'on ait pas l'impression que nous sommes ennemis de la paix et que nous continuons à menacer une Europe atteinte et blessée par la guerre.

« En ce qui concerne le désarmement, notre point de vue est que nous sommes prêts à aller très loin dans cette direction pourvu que les mêmes mesures soient appliquées à tous les autres pays. Que nous fassions ou non partie de la Société des Nations, la Russie des Soviets remplira loyalement toutes les obligations qu'elle aura volontairement acceptées.

« En ce qui concerne la sécurité, ce dernier mot se rapporte, dans notre esprit surtout à la sécurité des frontières. Cependant, en ce qui nous concerne, il ne peut pas seulement s'agir d'une sécurité des frontières, mais bien de la sécurité de notre structure sociale existante.

« La sécurité de notre structure sociale »

« Je sais que notre situation est exceptionnelle. Alors qu'aucun autre pays, même l'Allemagne, n'a rien à craindre quant à la violation de sa structure sociale, en entrant à la Société des Nations, nous, au contraire, nous devons envisager la question de savoir si, en devenant membres de cette institution, nous ne nous trouverons pas placés, devant tous les autres États qui, par la nature commune de leur structure sociale, pourraient former un bloc uni contre nous, dans une position défavorable pour la défense de notre unité nationale. »

Racowsky a ajouté :

« Bien que nous soyons opposés à la Société des Nations, nous ne sommes pas opposés à l'organisation internationale ayant pour but d'assurer une coopération politique entre les nations. À Gênes ³, nous avons déjà exprimé notre point de vue sur ce sujet.

1 Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

2 Il s'agit probablement de l'interview accordée au journal allemand « Deutsche Allgemeine Zeitung », où Tchichérine a catégoriquement démenti l'intention de l'URSS d'entrer dans la Société des Nations à une date ultérieure : « La question de l'entrée dans la Société des Nations ne se pose en aucune façon. Quelles que soient les circonstances, nous refusons de relever le prestige d'autres États en entrant dans la Société des Nations. C'est un fait que toute nation qui entre dans la Société des Nations perd son indépendance, à moins bien sûr qu'il ne s'agisse d'un des États vainqueurs ». (Degras, Jane Tabrisky, (ed.) Soviet documents on foreign policy, Vol. 2, New-York, Octagon Books, 1978, pp. 58-61.)

3 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Sa convocation avait été officiellement adoptée par le Conseil Suprême Allié réuni à Cannes le 6 janvier 1922. Pour la

« Nous pensons :

1. Que les pouvoirs accordés à une telle association internationale de peuples devraient être encore plus étendus et plus vastes que ceux qui sont actuellement confiés à la Société des Nations ;
2. Qu'une telle organisation aurait à résoudre les questions économiques telles que celles des matières premières et des crédits ;
3. Que toutes les nations seraient représentés sur le pied d'égalité. Nous entendons par là l'égalité judiciaire qui manque dans la Société des Nations. »

première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale.